

plus anciennement colonisées du Canada, dont le développement a été presque imperceptible depuis 50 ou 60 ans. En ce qui concerne cette municipalité, la pierre de touche n'est-elle pas la question de savoir si la région souffre déjà d'un développement trop lent depuis 50 ou 60 ans et non pas seulement depuis huit ans? Le chômage n'est pas le seul critère.

En ce qui concerne ces données statistiques, il est difficile de déterminer la proportion de chômage industriel. Nous avons dû y inclure les ouvriers du bâtiment, certains employés des hôpitaux et des asiles pour vieillards, et toutes sortes de travailleurs de cet ordre, que les données statistiques du ministère du Travail ne classent pas de façon à les distinguer des ouvriers de l'industrie. Dans l'ensemble, l'objet de la mesure n'a pas trait à ceux qui travaillent dans les divers services, mais il consiste à encourager l'essor de l'industrie.

Je prétends que, dans une certaine mesure, nous nous sommes fondés sur la production d'oranges pour savoir si nous devrions cultiver des bananes. Des erreurs ont été commises ainsi dans les régions isolées, et je suis sûr que le ministre des Finances, de même que le ministre de l'Industrie, comme ils l'ont laissé entendre chaque fois qu'ils ont abordé ces questions, vont surveiller la situation de très près afin que certaines de ces régions, victimes d'injustices, fassent l'objet d'une étude très poussée. On n'épargnera aucun effort, j'en suis certain, pour redresser les torts afin que, de ces deux municipalités, aussi infortunées l'une que l'autre, soit Pembroke et Renfrew, à 40 milles de distance, l'une ne perde pas tout espoir d'accueillir une industrie qui irait maintenant s'installer dans l'autre. J'ai bon espoir, d'après l'esprit d'initiative dont le gouvernement actuel a fait preuve, que de pareilles injustices vont être réparées avant trop longtemps.

J'aimerais signaler une autre question au ministre à ce sujet. J'aurais une plainte à formuler au nom d'une autre région que je représente concernant une mesure de ce genre qui comporte des stimulants. Il s'agit des régions en partie rurales. Je ne crois pas que seuls des encouragements, tels qu'un amortissement accéléré et des allègements fiscaux, puissent suffire à donner un nouvel essor industriel à ces régions et à y créer de nouveaux emplois. Je crois que certaines régions auront besoin d'aide très particulière, peut-être des subventions de premier établissement, peut-être une autre forme d'assistance afin que la population puisse obtenir de l'emploi et jouir dans une certaine mesure de la prospérité future de notre beau pays.

Nous avons constaté que le gouvernement approuve tacitement cette attitude, étant donné qu'il a accordé des subventions de premier établissement s'élevant à 100 millions

aux provinces de l'Atlantique où cette assistance spéciale était nécessaire en plus d'autres encouragements. Le seul problème qui se pose c'est que les provinces Maritimes constituent une très vaste région. Elles sont bien représentées à la Chambre dans le gouvernement actuel, comme elles l'étaient dans le gouvernement précédent, pour faire connaître leurs besoins. En plus, des ministres influents du cabinet dans le gouvernement précédent, comme dans le gouvernement actuel, ont pu exposer les besoins des provinces Maritimes. Mais il y a certaines régions isolées dont les besoins, selon moi, sont aussi grands, des régions, telles que la partie ouest de ma circonscription, qui ne peuvent disposer d'une aussi forte influence pour faire connaître leurs besoins. Elles doivent se contenter d'envoyer un pauvre représentant à cette Chambre afin d'y plaider leur cause.

A ce propos, j'aurais d'autres statistiques à citer. Il fut un temps où la partie ouest de ma circonscription était magnifiquement boisée. Aujourd'hui, les ressources forestières sont épuisées et rien n'est venu les remplacer. Rien ne viendra le faire non plus, me semble-t-il, à moins que le gouvernement ne s'en mêle. Afin d'indiquer les lacunes à combler dans ce coin-là, j'aimerais vous citer certains chiffres.

Encore une fois, il s'agit d'une des premières régions colonisées au Canada. Située comme elle est à proximité de notre grande capitale nationale, on aurait pu croire qu'elle se serait développée de manière à prendre sa part de l'expansion du pays, mais il n'en fut rien. En 1930, Eganville comptait 1,026 habitants; en 1962, 1,490. En 1930, Killaloo comptait 560 habitants; en 1962, 905. En 1937, Barrys-Bay avait une population de 1,051 habitants; aujourd'hui, elle en a une de 1,442. En 1861, les villes de Brudenell, les cantons de Raglan, de Lyndock et de Radcliffe comptaient 1,023 habitants. Aujourd'hui, elles en ont 971.

La majeure partie des gens n'ont pas quitté la région. Ce sont des Canadiens de la troisième ou quatrième génération, de souche polonaise pour la plupart. De nos jours, je le sais bien, on attache énormément d'importance à l'efficacité. L'efficacité, qui est pour nous un impératif économique, exige que ces personnes aillent vivre dans les régions métropolitaines où, toujours pour des motifs d'efficacité, se trouvent les grands établissements industriels. Du point de vue de l'efficacité, ces gens devraient quitter leurs demeures, mais selon les traditions de notre parti, nous ne demandons pas à des personnes qui désirent rester dans leurs maisons et qui y sont installées depuis trois ou quatre générations, de quitter leurs foyers pour de vulgaires impératifs économiques.